

UN VIRAGE POLITIQUE



© Mathieu Delmestre

Voilà, la France a un nouveau gouvernement. Mais pas un gouvernement de renouveau tant les visages sont connus. Certains viennent de la gauche, mais ils ne font office que de maigres cautions puisque Matignon et Bercy viennent de passer à droite.

Le Premier ministre Édouard Philippe n'a pas «pris son risque» pour parler comme le Président Emmanuel Macron, il n'a rejoint ce dernier qu'après l'élection, qu'après avoir fait campagne pour François Fillon et son programme ultralibéral de casse sociale.

Pour se rendre compte du virage politique que s'ap-

prête à prendre le pays, il suffit de noter que lors des cinq dernières années à l'Assemblée nationale, monsieur Philippe a voté contre toutes les grandes lois du quinquennat de François Hollande auquel nous rendons hommage dans ce numéro.

Ce nouveau pouvoir veut une majorité aux ordres, à son service. Nous voulons une majorité au service des Français. Oui, nos concitoyens ont besoin de députés de gauche. Une gauche constructive et vigilante. Car n'en doutons pas : ce virage politique a tout d'un mirage.

Jean-Christophe Cambadélis



FRANÇOIS HOLLANDE SALUÉ PAR LE PARTI SOCIALISTE

© Mathieu Delmestre

C'est sous les applaudissements et les « merci » scandés par les militants, que François Hollande a fait son retour à Solférino après la passation de pouvoir dimanche 14 mai. Pour son premier déplacement en tant qu'ex-président, François Hollande a voulu, comme François Mitterrand l'avait fait avant lui, « retrouver des souvenirs, des visages ». Des militants dont certains lui sont liés « depuis plusieurs décennies ». « Sans vous, sans ce mouvement, sans la force que vous incarnez, je n'aurais jamais présidé la France ».

Rappelant l'honneur qu'il avait eu à diriger la France, François Hollande a souligné l'importance du militantisme. « Le militantisme devait conduire à l'alternance en 1981 et permettre à ce que la gauche, celle qui veut gouverner, qui veut transformer le pays, puisse à son tour diriger la France ». Cette responsabilité du pouvoir, « immense », pèse également au vu de ce que représente la France dans le monde, « qui est regardée comme un pays libre », qui agit pour le développement, pour le climat.

CRÉER L'ESPERANCE

François Hollande s'inscrit dans une lignée : « J'ai eu à être à la hauteur de l'histoire que nous représentons. Celle d'un

mouvement né au XIX^e siècle, pour qui il était possible de créer l'esérance qui allait soulever les peuples. »

Face aux nombreuses épreuves qui ont frappé notre pays, « il fallait trouver la capacité de résister à ce qui pouvait nous fracturer », a-t-il souligné en ayant une pensée pour les victimes des attentats et de leurs familles. La grande marche du 11 janvier 2015 était nécessaire pour « donner une force essentielle aux Français ».

Face aux crises économique, monétaire, européenne, « la France a tenu bon ». « Nous avons fait en sorte que l'Europe soit à la hauteur du droit d'asile pendant la crise des réfugiés, que la Grèce reste dans la zone euro, énumère François Hollande. Nous avons obtenu un accord historique sur le climat ; la France est là pour faire avancer la cause de la planète. »

FAIRE AVANCER LE PROGRÈS SOCIAL

« Je laisse un pays dans un état bien meilleur que celui dans lequel je l'ai trouvé », a insisté l'ex-président devant des militants conquis. « À chaque fois que la gauche est au pouvoir, c'est à elle de redresser les comptes, d'améliorer la compétitivité des entreprises... » Et « du Front populaire à aujourd'hui, c'est encore la gauche qui fait

avancer le progrès social et permet le redressement économique ». Elargissement de l'accès à la santé, prise en compte de la pénibilité dans les retraites, loi sur la transition énergétique et sur la biodiversité, mariage pour tous etc, les réalisations du quinquennat sont nombreuses et méritent notre fierté.

Cette histoire s'inscrit dans celle d'un vaste mouvement dont « nous sommes tous des héritiers et des passeurs de témoin ». Pour François Hollande, « ce mouvement durera, donnera des formes nouvelles ». « Je ne doute pas que ce beau mot, socialiste, perdurera ».

Pour lui, « la politique, c'est être utile à ceux qu'on sait dans la difficulté », c'est redonner confiance en la République, assurer la cohésion, la solidarité... En politique, « il y a des périodes plus ou moins difficiles », les plus difficiles étant lorsque nous sommes dans l'opposition, alors que « nous avons fait le choix de gouverner plutôt que de regarder et de contester ». Mais « les flux et les reflux font partie de la vie » a-t-il estimé avant d'enjoindre tous les socialistes à retourner au combat, en allant, notamment, parler à la jeunesse.

Par Sarah Nafti

CINQ ANS QUI ONT CHANGÉ LA FRANCE

Le quinquennat de François Hollande a permis la mise en œuvre de nombreuses mesures de gauche, faisant avancer le progrès social. Revue non exhaustive de ce qui a changé en cinq ans.



ÉDUCATION

L'éducation a été une priorité tout au long du quinquennat. Avec 60 000 créations de postes en cinq ans, le gouvernement socialiste a tenu ses promesses et a redonné de l'air à un secteur mis à mal par la droite (80 000 suppressions de postes). Avec la mise en place des nouveaux rythmes scolaires, la réforme du collège ou encore la refonte de l'éducation prioritaire, l'accent a été mis sur la réussite de tous les élèves pour redonner sens à l'école républicaine. Le dispositif « plus de maîtres que de classe » a par exemple pour but de réduire les inégalités en apportant une aide renforcée aux populations scolaires les plus fragiles.



INTERNATIONAL

En Europe, le plan Juncker (programme d'investissement européen de 315 milliards d'euros sur 3 ans) n'aurait pas vu le jour sans l'intervention française. François Hollande a par ailleurs eu un rôle clé dans les négociations entre l'UE et la Grèce, lui permettant de rester dans la zone euro. Il a également obtenu une réorientation de la banque centrale européenne, lui permettant de racheter de la dette publique et privée afin de redonner du souffle à l'économie. Et le couple franco-allemand est à l'origine des sanctions imposées à la Russie suite à l'annexion de la Crimée.

François Hollande a lancé l'opération Serval au Mali en janvier 2013, à la demande de ce pays et sous l'égide de l'ONU, afin d'enrayer l'avancée des djihadistes alors sur le point de s'emparer de Bamako. En décembre 2013, c'est en Centrafrique que les forces françaises sont intervenues pour atténuer les violences intercommunautaires. La France fait également partie de la coalition qui lutte contre Daech en Irak et en Syrie prenant ainsi largement sa part en matière de lutte contre le terrorisme.



VIE PUBLIQUE

La loi de lutte contre la fraude et la grande délinquance économique et financière a été adoptée en novembre 2013, ouvrant un nouveau front contre la fraude fiscale : elle renforce les moyens des administrations fiscales et douanières, de la police et de la justice contre les fraudeurs et alourdit les sanctions encourues par les contribuables qui se soustraient à leurs obligations.

Par ailleurs, avec la loi sur la moralisation et la transparence de la vie publique, c'est la première fois qu'un gouvernement légiférait pour éviter les conflits d'intérêts. Depuis la mise en place de la Haute autorité sur la transparence, les élus sont obligés de déclarer, entre autres, leurs rémunérations et leurs fonctions ainsi que leurs collaborateurs. On retiendra aussi que le gouvernement socialiste aura été le premier à limiter le cumul des mandats.



ÉCOLOGIE

L'accord de Paris signé à l'issue de la Cop 21 a marqué une avancée historique en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Pour la première fois, un accord contraignant fixe des objectifs : maintenir l'augmentation des températures en dessous de 2° par rapport aux niveaux pré-industriels, travailler à l'adaptation au changement climatique et trouver les modes de financement au développement bas carbone.

La France, avec la loi sur la transition énergétique et celle sur la biodiversité, a adopté l'une des législations les plus en avance sur la protection de l'environnement. Elle vise notamment à réduire la consommation d'énergie de moitié d'ici à 2050, de diminuer la part du nucléaire dans le mix énergétique à 50% en 2025 et celle issue des énergies fossiles à 30% en 2030 et d'augmenter la part des énergies renouvelables à 23% en 2020. Pour cela, un vaste plan de rénovation thermique des logements a été lancé. En tout 10 milliards d'euros ont été investis dans la transition énergétique en 3 ans.



SÉCURITÉ

La gauche au pouvoir a renforcé les moyens de la police, en équipement et en postes, après la casse initiée par Nicolas Sarkozy. 15 300 postes ont été créés dans la police et la justice. François Hollande arrive au pouvoir peu après les attentats de Toulouse (sept morts dont trois enfants juifs) et dès décembre 2012 une première loi antiterroriste est adoptée. Une nouvelle loi est votée en novembre 2014, qui crée les interdictions administratives de sortie du territoire et le délit d'entreprise terroriste individuelle, qui punit plus lourdement l'apologie du terrorisme et permet le blocage administratif de sites. À l'été 2015, après les attentats de Charlie Hebdo et de l'Hypercashier, la loi renseignement étend les pouvoirs et techniques de surveillance. Le 13 novembre 2015, 130 personnes sont tuées au Bataclan et dans les rues de Paris, obligeant le Président à proclamer l'état d'urgence. En juin 2016, après l'attentat de Magnanville, peu avant ceux de Nice (86 morts) et de Saint-Étienne-du-Rouvray, une dernière loi antiterroriste durcit les peines encourues pour terrorisme, crée un délit de consultation habituelle des sites terroristes, institue un régime d'assignation à résidence et de contrôle administratif des djihadistes sur le retour.



ÉCONOMIE

La croissance du PIB est en nette amélioration depuis 2012, passant de 0,2% à 1,2% en 2016. Le taux de chômage amorce lui une baisse depuis un an, et les projets de recrutements des entreprises sont au plus haut depuis 2012. Les créations nettes d'emplois ont retrouvé leur niveau d'avant la crise et ne cessent d'augmenter, comme c'est le cas des embauches en CDI.

Le déficit public est lui en forte baisse : quand François Hollande est arrivé au pouvoir, il atteignait 4,8% du PIB, et est désormais à 3,4% en 2016. Le pouvoir d'achat des ménages est lui en hausse depuis deux ans.

VOTEZ DÈS LE 11 JUIN

pour protéger votre avenir et défendre votre présent !

+60%
DE NOUVEAUX
CANDIDAT(E)S
POUR VOUS
REPRÉSENTER



pour la première fois

ils et elles se présentent à une élection législative. Ils et elles représentent 60% de nos candidat-e-s



DES CANDIDAT(E)S
À L'IMAGE
DE LA FRANCE



PARCE QUE



la mixité est source de richesse et de compétence nos candidates et candidats sont à l'image de la France que nous voulons



PARCE QUE

l'égalité femme-homme est au cœur de nos priorités nous avons respecté la stricte parité de nos candidatures

LA PARITÉ
TOTALE



CONSTRUIRE
UNE MAJORITÉ
DE GAUCHE,
SOCIAL-
ÉCOLOGISTE

des candidat(e)s
socialistes, radicaux, écologistes, démocrates,
ensemble !



La **Justice**
Sociale 
D'ABORD!